**TEMPLATE FOR REPORTING ON RECENT INITIATIVES ON SPORT FOR DEVELOPMENT AND PEACE**

***La politique du sport & développement de la France et les Jeux olympiques et paralympiques d’été de Paris 2024***

***The sport & development policy of France and the Paris 2024 Summer Olympic and Paralympic Games***

***Task:*** *Provide a summary of the initiative, including a brief overview, proposed/actual outcomes and an assessment of any lessons learned and the way forward.*

***Timeframe:*** *Please only include initiatives that fall within the reporting timeframe of January 2022 – February 2024*

|  |
| --- |
| **Please provide more details on each initiative including items below:** |
| **Objective(s):** | *Please indicate which, if any, of the following fall among the main objectives of the initiative:* |
| * Ensuring no one is left behind (advancing empowerment, inclusiveness and equality through sport)
 | * Eradicating poverty and promoting prosperity
 |
| * Leveraging sports events to promote action to combat climate change, advance peace and/or sustainable development
 | * Conflict prevention/peace building
 |
| * Research development, data collection and/or data dissemination
 | * Safely harnessing sport for sustainable development, peace and wellbeing in the context of the COVID-19 pandemic, including through the use of technology
 |
| * Reinforce the 2030 Agenda and eradicate poverty in times of multiple crises, leading to the effective delivery of sustainable, resilient, and innovative solutions
 | * Safeguarding sport from corruption and crime
 |
| * Strengthened global framework on sport for development and peace
 | * Other (please specify)
 |
| **Situation** | *What is the challenge or problem that the initiative aims to address?*Le sport est un sujet transversal, qui peut permettre de véhiculer des messages de prévention, de sensibilisation, d’éducation sur une grande variété de thématiques. L’impact social du sport a été mesuré sur le renforcement de la mixité, l’accroissement du niveau d’information sur les droits des femmes et l’estime de soi des jeunes filles et des femmes. Partant de ce constat, et en tant que pays hôte des futurs Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 la France a choisi de promouvoir l’activité physique et sportive et son impact social, l’élevant au rang de Grande Cause Nationale en 2024. Dans cette même logique et en prolongement des actions nationales, la France a décidé de faire du sport un axe à part entière de son aide publique au développement. Le renforcement de la politique d’aide au développement par le sport de la France s’insère également dans la volonté de notre pays de donner un véritable héritage aux Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, aussi bien sur le territoire français qu’à l’étranger. |
| **Implementation mechanisms:** | Dans l’objectif d’organiser des Jeux ouverts à tous, plus responsables, plus durables, plus solidaires et plus inclusifs, la France et Paris 2024 ont pris des engagements concrets : * Promouvoir 30 minutes d’activités physiques quotidiennes dans les écoles
* Construire 5000 infrastructures sportives de proximité
* Organiser les premiers Jeux paritaires
* Réduire l’empreinte carbone des Jeux Olympiques par rapport aux éditions précédentes

Dans le prolongement de la mobilisation autour des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, et en se concentrant sur des thématiques clés (éducation, santé, égalité femmes-hommes, inclusion, climat), le sport est devenu un axe stratégique de l’action extérieure de la France.Le Ministère de l’Europe et des affaires étrangères a progressivement mis à disposition les moyens dont il dispose au profit d’une politique de développement par le sport et pour permettre une diversification et une intensification des liens qui nous unissent à nos partenaires étrangers grâce au Sport. Le ministère finance ainsi sur ses fonds propres plus de 70 projets « sport et développement » pour une moyenne de 400 000 euros par projet, depuis 2021. Portés par les ambassades de France, ils ont uniquement pour objectif de répondre aux besoins exprimés par nos partenaires et de répondre au mieux à leurs attentes, allant du renforcement de la pratique du sport par les filles et les femmes, à l’accompagnement de sportifs de haut-niveau ou encore au soutien à des politiques d’inclusion, de lutte contre les discriminations, de réinsertion via le sport.Conformément au mandat qui lui a été confié, l'Agence française de développement (AFD), a fait du sport un accélérateur d’investissements solidaires et durables en déployant sa stratégie « Sport et Développement » adoptée en 2019. Au total, ce sont plus de 180 projets « sport et développement » qui ont été soutenus, pour un montant total de près de 200 millions d’euros. Les axes stratégiques d’intervention sont : (i) financer des infrastructures sportives de proximité, dans une logique de promotion du sport pour toutes et tous, dans les quartiers urbains et dans les écoles ; (ii) soutenir la professionnalisation du secteur sportif et renforcer les capacités de ses acteurs ; (iii) renforcer un dialogue de politique publique pour encourager l’investissement des autorités dans le sport ; et (iv) pérenniser le soutien à la société civile et les entrepreneurs du sport.  L’AFD mobilise ainsi des financements en dons aux associations ou aux Etats, et aussi en prêt, par exemple au Sénégal avec un prêt de 60M d’euros accordé à l’Etat en perspective des Jeux Olympiques de la Jeunesse Dakar 2026. L’AFD partage une double ambition : mettre du sport dans le développement durable et du développement durable dans le sport. Pour cela, l’AFD a ouvert un espace de mobilisation et de partenariats : (i) en nouant des collaborations avec des organisations sportives de renommée internationale (FIFA, NBA, BAL, Paris 2024, CIO) ; (ii) en créant un trait d’union entre financements et porteurs de projets à travers la plateforme Sport en Commun qui recense 3 500 structures inscrites dans 52 pays ; et (iii) en concevant - dans le cadre de Finance en Commun (FiCS) - une coalition « Sustainable Development Through Sport » qui invite l’ensemble des banques publiques de développement à coopérer pour dynamiser l’investissement dans le secteur. Le Jeux olympiques et paralympiques ont accéléré cette dynamique, en témoigne le programme « Impact 2024 international » qui est une initiative partenariale entre le comité d’organisation des Jeux de Paris 2024 et l’AFD pour financer et accompagner des projets impactant de développement par le sport. Ce programme a permis de soutenir 114 projets pour un montant de 4,5 millions d’euros.Pour accompagner au mieux les pays qui le souhaitent et qui en expriment la demande auprès de la France, un programme spécifique permet de déployer l’expertise française en matière de sport pour renforcer les institutions sportives. A date, 5 experts français ont été placés dans des institutions régionales ou des ministères des sports au Sénégal (deux experts), au Gabon, en Tanzanie et au Cameroun dans le but de définir des stratégies nationales d’accès au sport pour toutes et tous. L’AFD mobilise également l’expertise de la filière sport française dans des projets de développement par le sport avec des centres de formation français (INSEP, Centre de Droit et d’économie du sport), des clubs français (Olympique Lyonnais), les fédérations sportives françaises, ou encore les acteurs privés (notamment du GIE France Sport Expertise).  |
| **Target Audience(s):** | Les projets Sport et Développement financés par la France ont permis de toucher près de 1,9 millions de personnes entre 2019 et 2023, dont 90% de jeunes et 56% de femmes. Les projets financés à partir de 2023 devraient permettre de toucher plus de 2,5 millions de personnes supplémentaires, notamment au Sénégal, Cameroun, Mauritanie et RDC.  |
| **Partners/Funding:** | Les principaux financeurs et partenaires de ces programmes sont :* Le Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères ;
* L'Agence française de développement (AFD), établissement public qui met en œuvre la politique de développement et de solidarité internationale de la France
* Le Comité d’organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024
 |
| **SDG Alignment:** | *To what SDG goal/target/indicator is this initiative targeted?*ODD 3, 4, 5, 9, 10, 13, 17*Please indicate any other national or internationally agreed goals/commitments to which this initiative is aligned.* |
| **Alignment with global frameworks:** | *How does this initiative align with/contribute to the objectives of the* [*Kazan Action Plan*](https://en.unesco.org/mineps6/kazan-action-plan)*,* [*WHO Global Action Plan on Physical Activity*](https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272722/9789241514187-eng.pdf) *or other related internationally agreed frameworks on sport and/or physical activity?*En tant qu’Etat membre de l’UNESCO, de l’OMS et des autres institutions onusiennes, la France a pleinement soutenu et s’est engagée à respecter les différents textes internationaux ayant pour but de renforcer la pratique de l’activité physique, notamment le plan d’action de Kazan, le plan d’action global de l’OMS ou encore l’Alliance Fit for Life lancée en 2023 par l’UNESCO. |
| **Alignment with United Nations Action Plan on SDP:** | *Which of the four thematic areas of the* [*UN Action Plan on Sport for Development and Peace*](https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2018/06/14.pdf) *is this initiative designed to align?*Les programmes portés par la France et par le comité d’organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 respectent tous les quatre piliers du plan d’action de l’ONU sur le sport pour le Développement et la Paix. |
| **Outcomes:** | L’AFD a par exemple financé des projets visant à renforcer le rugby féminin au Bénin, à développer des académies sportives alliant sport et éducation (au Sénégal Libéria, Maroc, Cameroun, Mali et Afrique du sud) ou encore à renforcer la cohésion sociale sur le continent grâce à la plateforme « Sport en Commun », en accompagnant notamment des athlètes de haut-niveau français et africains dans la création de leurs associations dans le domaine du sport et du développement.Ces différents programmes, ainsi que les projets directement finances par le Ministère de l’Europe et des affaires étrangères ont évidemment bénéficiés à des centaines de milliers de personnes, mais ont également pour résultat positif de mobiliser pleinement la société civile française comme étrangère autour de la thématique sport et développement. Les maitres d’œuvres des projets peuvent être des fédérations sportives (comme au Ghana où le projet permet d’accompagner la fédération ghanéenne de football pour développer la pratique du football féminin dans le pays, en soutenant l’équipe nationale féminine espoir sur deux ans et en leur permettant de bénéficier d’entrainements au centre nationale de football de Clairefontaine avec l’encadrement de la direction technique de la Fédération Française), des associations locales (qui peuvent être spécialisées en santé, sur les questions environnementales etc.) ou encore des universités, des opérateurs de la presse et de la formation journalistique, des entreprises etc.Par ailleurs, il est évident que le sport offre une opportunité qui, associée à d’autres facteurs (sociétaux, économiques…), sert d’accélérateur social. L’impact de ces différentes initiative est donc aussi économique pour les pays concernés, la France s’efforçant d’accompagner ses partenaires dans le développement de « filières » sport (renforcement des entreprises spécialisées dans ce secteur) et de soutenir la création d’un artisanat local, comme par exemple la fabrication de table tennis de table dans le département de Dagana au Sénégal et la Commune de Maféré en Côte d'Ivoire grâce à un projet de coopération décentralisée mené par Espalion (ville du sud de la France) grâce à l’appel à projet « sport et coopération décentralisée » du Ministère des affaires étrangères, de l’AFD et du comité d’organisation des Jeux de Paris 2024.  |
| **Mechanism for monitoring and evaluating implementation:** | Chacun des 70 projets financés par le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères fait l’objet d’une sélection préalable sur dossiers, déposés par les ambassades de France à l’étranger. Les projets sont suivis par des comités de suivi trimestriels ou semestriels dont les membres sont des représentants de l’ambassade, des autorités du pays concerné et des maîtres d’œuvre. Une évaluation est ensuite effectuée pour chaque projet par des évaluateurs extérieurs locaux, afin d’évaluer au mieux l’impact réel des projetsLes projets financés par l’AFD sont suivis pendant plusieurs phases pour maximiser et évaluer l’impact et la contribution des projets aux ODD.* Avant leurs lancements, les projets doivent être validés par des équipes internes en charge de s’assurer de l’impact positif du projet sur l’atteinte des ODD, notamment en matière d’égalité femmes-hommes, de réduction des inégalités multidimensionnelles et de cohésion sociale. Des indicateurs de réalisation, de résultats et d’impacts sont également définis.
* Pendant l’exécution des projets, des comités de pilotage sont déployés pour s’assurer que les projets répondent aux objectifs fixés
* A la fin des projets, des prestataires externes peuvent être mobilisés pour évaluer l’impact des projets et l’atteinte des indicateurs et des objectifs
 |
| **Challenges/Lessons learned** | Les projets de sport pour le développement durable ont principalement été financés par des dons. Un défi à l’avenir est d’utiliser des prêts et de mobiliser le secteur privé pour financer des projets de développement par le sport L’impact du sport sur le développement durable n’est pas assez documenté et connu par les bailleurs de fonds, les Etats ou les organisations sportives. Pourtant le sport peut être un levier puissant pour étendre l’impact de projets de développement dans les domaines de l’éducation, de la santé, de l’autonomisation des filles et des femmes ou du développement urbain. Un travail de recherche et de plaidoyer s’appuyant sur l’impact économique et social (SROI) du sport est nécessaire |